

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Desprial militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 64.91.32.75

N° 65 décembre 1995
4^e année de parution

RASSEMBLIER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

Vendredi 24 novembre

Diner-débat de "Rassembler à Gauche" Toute la gauche était là

Hasard du calendrier, mais symbole aussi, au soir de la première journée de grève contre le plan Juppé, une soixantaine de militants, de toutes les familles de la gauche se réunissait, à l'invitation de la rédaction de "Rassembler à Gauche" pour débattre de l'avenir de la gauche.

Autour des invités - 2 représentants d'Izquierda Unida (Gauche Unie, Espagne) et Jacques Kergoat (rédacteur en chef de Politis la Revue) - des responsables départementaux ou nationaux du PC, du PS, des Verts, de la CAP, du MDC, de Radical, de la LCR et de l'AREV, des militants de gauche non adhérents à une organisation se sont exprimés

et se sont écoutés.

La confrontation des projets et des expériences a animé un débat parfois vif, mais toujours respectueux de chacun. Par-delà les différences légitimes, la volonté commune aux participants à oeuvrer à une transformation profonde de la société et à s'en donner les moyens ensemble s'est exprimée. Une première, réussie donc, pour "Rassembler à Gauche" qui fêtait ainsi sa quatrième année d'existence. Cela appelle de nouveaux débats sur des sujets thématiques, afin de confronter de plus près les points de vue, de dégager des convergences et des possibilités d'action.

Pour le comité de rédaction :
Michel Galin

Retrait du plan Juppé

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

RASSEMBLER A GAUCHE DANS LE MOUVEMENT

par Sylvie Mayer

Etudiants, cheminots, gaziers et électriciens, fonctionnaires des finances, enseignants, chauffeurs routiers, hôtesses et pilotes d'Air Inter, hospitaliers... le mouvement s'étend, profondément, sûrement. Chacun combat pour les intérêts de sa catégorie, et en même temps pour les intérêts de tous. En exigeant des moyens pour l'université, en rejetant le contrat de plan ou le plan Juppé, c'est une société de l'absurde, de l'injustice que tous ces citoyens refusent. Déjà 65% des français l'ont compris, qui approuvent, soutiennent, et se disent prêts à prendre le relais. C'est énorme!

Dans ce grand mouvement parti de revendications catégorielles mais dans lequel on voit bien le fil commun, que pouvons-nous, que devons-nous faire, nous, forces de gauche, qui avons dit notre rejet de Maastricht, notre aspiration à une transformation de la société ?

Soutenir, bien sûr, moralement et matériellement ce mouvement qui se heurte jusqu'à présent à la surdité, à l'aveuglement du pouvoir.

Mais n'est-il pas temps d'aller plus loin? et comment?

J'ai ressenti dans notre initiative du 27 novembre à Longjumeau de très grandes possibilités. Même si c'est difficile de mettre en commun les volontés sans a priori, en confiance, sans craindre de perdre ce qui fait l'originalité de chacun, son identité, en ne craignant pas de confronter des idées différentes, l'espace commun est très important dans un moment comme celui que nous vivons. Impossible de dire aujourd'hui jusqu'où les français souhaiteront aller. Nous avons en tout cas des capacités à les aider à construire une perspective. De l'argent? Il y en a! Des solutions économiques alternatives? Retrait du Plan Juppé, comme l'exigent les syndicats, abandon des critères de Maastricht et de la monnaie unique, utilisation de l'argent autrement, pour donner de l'oxygène à la consommation, à la protection sociale, à l'emploi. Et puis n'est-il pas temps de donner en grand la parole aux citoyens? Les étudiants l'ont prise, les associations de chômeurs, de SDF, les salariés l'exigent, les jeunes en ont besoin, les cadres étouffent sous l'autoritarisme des orientations dictées par les marchés financiers... et tous, oui tous ont des idées, des compétences, de l'expérience. Les forces politiques de progrès ont le devoir d'aider à mettre ces richesses en commun pour enfin changer vraiment la vie. C'est en tout cas le souhait le plus vif, l'effort le plus soutenu vers lequel tendent les militants du Parti Communiste avec la mise en oeuvre du Forum pour inventer un nouvel avenir. Ils ont malheureusement un très gros défaut : ils ne sont pas assez nombreux... □

UNE FOIS ENCORE... « OU VA LA FRANCE? »

par Robert Duguet

A l'heure où nous rédigeons ce numéro de « Rassembler à Gauche », et avec le risque évident que lorsqu'il parviendra chez nos correspondants il sera largement rendu caduque et par les grèves des centres de tri postaux, et par le glissement de la situation vers la généralisation du conflit, il nous semble cependant important de continuer à donner des éléments de réponses politiques quant à la situation de la France et de la gauche, dans le droit fil de notre repas-débat du 24 novembre à Longjumeau.

Les rapports politiques et institutionnels qui existent dans ce pays depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en particulier quant au système de protection sociale, outre qu'ils ont représenté une avancée considérable par rapport aux autres pays, ont largement forgé l'identité même de la gauche, du mouvement confédéral ouvrier, les valeurs de solidarité qu'il a su maintenir durant 50 ans. Le plan Juppé tente de faire passer à la hussarde une rupture civilisationnelle : l'étatisation de la protection signifie que l'Etat, alors qu'il restreint de manière drastique la solidarité en face de la maladie ou de la retraite, se réserve le droit de détourner les cotisations des assurés sociaux de leur seule destination. Rappelons que la grève générale de 1968 s'est développée en secteur ouvrier sur l'objectif de l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale. Tous les gouvernements ont depuis maintenu de manière larvée ou ouverte cet objectif. La politique mitterrandiste n'est pas en reste sur ce point puisque c'est elle qui a mis le ver dans le fruit, à l'époque avec l'appui effréné de la direction de la CFDT, en introduisant la CSG.

Penser que ce plan de « réforme », assujéti aux intérêts du capital financier et aux plans de démantèlement des services publics de l'Europe de Maastricht, l'alignement de la France sur le système de protection sociale anglo-saxon, ait pu passer à froid et infliger une défaite historique sans précédent au salariat, relève d'une irresponsabilité complète de la part du gouvernement Chirac-Juppé. C'est donc à chaud que les choses vont se jouer. Ce n'est pas l'idéal dans la situation actuelle mais les travailleurs n'ont pas d'autre alternative possible que de relever le gant contre une provocation. Le mouvement vers la généralisation de la grève s'accélère, tandis que les tentatives pour créer des comités d'usagers par des nostalgiques de la chemise brune... et du RPR tournent court. Le balancier de l'Histoire revient par la lutte sociale sur la gauche.

Néanmoins, si l'on prend en compte que des éléments sérieux s'accumulent, pour briser le plan Juppé, les questions de la recomposition politique à Gauche restent entières. Nul doute que si grève générale il y a, celle-ci restera sur sa faim quant aux réponses politiques. Nous entrerons alors dans une période d'incertitudes et de crise de régime béante, terrain de prédilection des aventuriers. La réponse politique à la grève générale de 1968 a été la construction du parti d'Epinay en 1970: cette voie s'est avérée une impasse pour le socialisme. Notre responsabilité est là et elle est entière. Nul doute qu'une période de tempêtes va féconder et bousculer le paysage politique à gauche : les prises de position .../

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

UNE FOIS ENCORE... « OU VA LA FRANCE? »

suite

du PS restent très largement engluées dans un héritage gouvernemental que sa direction se refuse à mettre à plat. Jospin lanterne et cherche les faux-fuyants quant aux mouvements sociaux. La discussion transversale, entre militants appartenant à des cultures politiques différentes, telle que nous la tentons à travers « Rassembler à Gauche » et telle que nous l'avons menée dans notre banquet du 24 novembre soulève un faisceau de questions. Entre les questions que se posent les militants politiques ou syndicaux dans leurs organisations respectives, et les questions que ces mêmes hommes peuvent aborder dans une discussion organisée, il y a une différence de qualité appréciable : c'est ce que nous tentons. Cependant la puissance du mouvement social, pas seulement dans la grève actuelle, mais dans les mois à venir, va secouer le corps politique de la gauche. Cette puissance va non seulement exiger que soit posée la question « quelle représentation politique pour sauver la protection sociale? », mais exigera et cherchera en elle les réponses à la question posée. A nous de jouer!

□

INFO - INFO - INFO - INFO



Association Droit Au Logement
3 bis, rue de Vaucouleurs
75011 PARIS

Radio des luttes logement sur
Fréquence Paris Plurielle

106.3 FM

le lundi soir et 15 jours
de 19h00 à 20h30

INFO - INFO - INFO - INFO

POUR BATTRE LA DROITE, MEME AVEC NOS DIVERGENCES, IL FAUT NOUS RASSEMBLER

par Amaury Couderc

Parmi les organisations de gauche, seule la direction départementale du PS a refusé de participer au repas-débat du 24 novembre organisé par "Rassembler à Gauche", encore qu'un certain nombre de militants socialistes étaient présents et ont pu s'exprimer en toute liberté. Leur participation a été largement appréciée. Cette direction nous taxe régulièrement de faire de "l'anti PS", alors que notre souci n'est pas de dénigrer le PS mais simplement de ne pas passer sous silence les lourds désaccords qui nous séparent, il en est d'ailleurs de même vis à vis de toutes les autres organisations. Peut-être leur ostracisme vis à vis de "Rassembler à Gauche" vient-il d'ailleurs ?...

En ce qui me concerne personnellement, je pense que ma participation au meeting de soutien à Elisabeth Doussin (PS) dans la deuxième circonscription montre clairement que lorsque des camarades socialistes ont un langage clair, cela ne pose pour moi aucun problème à les soutenir... sans pour autant nier nos divergences... C'est pourquoi j'ai cru utile de publier dans ces pages le texte de mon intervention à ce meeting.

Je voudrais d'abord et avant tout dire qu'avec vous, je me félicite de l'élimination du Front National du second tour de cette élection.

Quatre candidats de gauche au premier tour, c'était assurément trois de trop lorsque ce risque existe.

Moi-même, candidat à deux reprises dans cette circonscription où j'ai rassemblé 47% des suffrages au second tour en 1988, j'ai choisi de n'être pas candidat cette fois-ci pour ne pas ajouter la division à la division et faire prendre un risque supplémentaire à la gauche de n'être pas présente au second tour.

Arrivée en deuxième position, notre camarade Elisabeth Doussin lève cette hypothèque qui pesait lourd sur cette circonscription et personnellement, je l'en remercie.

Je voudrais que l'appui que j'apporte aujourd'hui à Elisabeth Doussin dans cette campagne soit dénué de toute ambiguïté.

Oui, nous avons des divergences, oui, aujourd'hui la gauche est plurielle, elle est traversée de multiples courants qui semblent aujourd'hui inconciliables sur de nombreux points importants,

- que ce soit l'Europe de Maastricht dont l'application des critères entraîne un formidable recul des acquis sociaux, mais je ne m'y étendrai pas puisque notre camarade Gérard Lefranc en a longuement parlé dans son intervention,

- que ce soit sur le contenu des réformes devant amener la gauche à être demain, simplement en position d'alternance ou, plus clairement pour d'autres, en position d'alternative à la politique menée aujourd'hui par la droite.

Mais, au-delà de nos divergences, et je le répète, elles ne sont pas mineures, ce qui doit nous rassembler, ce qui doit rassembler la gauche aujourd'hui est plus important que ce qui nous divise.

C'est la volonté de battre la droite dont on mesure aujourd'hui la violence des coups qu'elle porte aux salariés, aux fonctionnaires, aux chômeurs au

POUR BATTRE LA DROITE, MEME AVEC NOS DIVERGENCES, IL FAUT NOUS RASSEMBLER

suite

travers de toutes les lois anti sociales qu'elle s'apprete à prendre dans les jours à venir, et Monsieur Martin est le représentant de cette droite là.

Hier, répondant à un député communiste qui l'interpellait à l'Assemblée Nationale sur les régimes spéciaux, le ministre des affaires sociales lui a répondu ceci : "Si le gouvernement avait voulu faire un mauvais coup il aurait inclus les régimes spéciaux de retraite dans les ordonnances..." Quel aveu, lorsque l'on sait que la Sécurité Sociale va être réformée par ordonnance. Alors oui, Elisabeth Doussin est aujourd'hui dans cette circonscription le meilleur rempart contre cette droite là, cynique, brutale, sans scrupule... et je vous invite sans hésitation à la soutenir. □

UN TOIT, C'EST UN DROIT

Ceux qui ont tout perdu, jusqu'au logement et souvent même leur propre histoire ou identité, commencent à écrire ensemble une autre histoire, collective cette fois, autour du Comité des Sans Logis.

Les "sans droits" occupent Beaubourg

Dans l'après-midi du 14 décembre, plusieurs centaines de sans emploi, sans logis, sans papier, sans revenu, ont occupé le centre culturel de Beaubourg, afin de lancer un forum permanent sur les exclusions et les convergences avec le mouvement social.

Cette action fait suite à l'appel des "sans" lancé par plus de trente associations et syndicats de lutte contre les exclusions, et est soutenue par les intellectuels qui ont lancé un appel de soutien au mouvement social, de représentants des salariés en grève et des étudiants de la coordination. Des camarades de "Rassembler à Gauche" étaient présents dans cette action.

Pour une juste redistribution des richesses et la réduction massive du temps de travail sans réduction de salaire, afin que chacun, français et immigrés, accède à un emploi, des moyens pour vivre et réintègre ses droits.

A l'appel de A.C. / CIMADE / DAL / Droits Devant / etc...

Notre camarade Michèle Dospital est partie le 4 décembre au Mexique pour un reportage dans la région du "Chiapas" où des milliers d'indiens se sont soulevés voici bientôt deux ans. A partir de janvier elle sera à nouveau au Nicaragua avec au programme l'organisation d'une tournée théâtrale française dans les communautés indiennes Miskitos (région de Bluefield, sur la côte atlantique). Elle rentrera en France dans le courant du mois d'avril. Nous lui souhaitons bon voyage et espérons de temps à autre un petit article.

96

MAI 68 A L'ENVERS

par Bernard Fischer

La grève générale de novembre-décembre commençait le 4 novembre 1995. Personne ne la prévoyait à cette date et dans ces conditions. Au début, tout allait très bien. Il y avait une journée d'action de la CGT le 4 novembre, une journée d'action de Force Ouvrière le 28 novembre, la CFDT soutenait le plan Juppé, tout allait très bien dans la plus parfaite division syndicale.

Et puis le 25 novembre, les cheminots et toutes les fédérations syndicales de la profession décidaient la poursuite de la grève totale sur les objectifs suivants: défense de la sécurité sociale, retrait du plan Juppé, maintien de leur régime de retraite et de la date de départ en retraite après trente-sept années et demie de cotisations au lieu de quarante années.

C'est un mai 1968 à l'envers. En mai 1968, il y avait d'abord la grève générale et ensuite la dissolution de l'assemblée nationale, l'élection de la chambre bleu-CRS aux élections législatives de juin 1968, les événements de 1969, la victoire du non au référendum de de Gaulle, le départ de de Gaulle, la présence de deux candidats de droite au deuxième tour des élections présidentielles de 1969, l'élection de Pompidou contre Poher comme successeur de de Gaulle. Aujourd'hui, il y a d'abord les élections présidentielles d'avril mai 1995, la présence de deux candidats de droite au premier tour des élections présidentielles, l'élection de Chirac contre Balladur au terme d'une campagne démagogique et populiste contre la fracture sociale.

Chirac et Balladur sont les représentants de deux stratégies différentes de défense des intérêts de la bourgeoisie française dans le cadre et en application des critères de convergence de Maastricht. La méthode Balladur est une méthode conservatrice sui generis, d'un genre particulier, c'est la stratégie des petits pas. On décide une petite réforme, on rencontre une opposition, on la retire immédiatement. C'est la stratégie de l'immobilisme et de l'enlèvement.

La méthode Chirac-Juppé, c'est d'abord la campagne électorale contre la fracture sociale et contre le conservatisme de Balladur. C'est ensuite la formation et l'éviction du premier gouvernement Juppé, le gouvernement de l'état de grâce, le plus court gouvernement de toute l'histoire de la cinquième République. C'est enfin le deuxième gouvernement Juppé, c'est le conservatisme de Balladur sans la méthode Balladur, un pas en avant, deux pas en arrière, trois pas à gauche et quatre pas à droite, C'est la grève générale.

Voilà pour l'instant la caractérisation et les raisons politiques et sociales les plus claires de la situation actuelle. Comme la totalité des acteurs sociaux, nous ne ferons pas de pronostic quant à l'avenir.

Le 24 novembre, « Rassembler à Gauche » organisait son premier dîner-débat à Longjumeau. Ce premier dîner débat constituait, à mon avis, un très grand succès politique, il voyait la participation de la quasi-totalité des invitées, deux représentants de la gauche (une espagnole, Jacques Kergoat (revue Politis), Gérard Filoche (Gauche Socialiste), Serge Guichard (direction départementale du PCF de l'Essonne), Jean Bernard Gramant (direction départementale des Verts de Essonne), Gérard Pocińska (direction départementale de l'AREV de l'Essonne), Roland Mérieux (CAP), dans un débat d'une très bonne qualité. L'avenir, cette fois ci, tient, à mon avis, en un mot, c'est la question de l'élargissement. □

DÉBAT SUR L'EMPLOI

SÉANCE DU 16
NOVEMBRE 1995

Rapport de Commission
du 23 novembre

N° 1 - décembre 1995

UNE BATAILLE POUR L'EMPLOI AU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE DE FRANCE

A l'occasion du débat sur l'emploi du 16 novembre le groupe "communiste et partenaire" a déposé 43 amendements. Il a également proposé le maintien et le développement de l'industrie, celui des filières professionnelles, pour la création d'activités et d'emplois chez Rateau, à la Courneuve, Roussel-Uclaf à Romainville, Euridip filiale de Total à Bobigny, à la S.F.R.M. au Blanc-Mesnil, chez Siemens à St-Denis, dans le bâtiment, pour la coopération entre les groupes, les institutions financières et les PME, pour demander des aides de la DATAR et de l'union européenne, pour l'ouverture des centrales thermiques d'EGF, pour une table ronde sur Thomson-Sintra à Arcueil, pour la création d'emplois d'enseignants, chercheurs, et de personnel IATOSS dans les universités...

**AUCUN DES AMENDEMENTS
N'A OBTENU LA MAJORITÉ DES
SUFFRAGES EXPRIMÉS. ILS
ONT DONC TOUTS ÉTÉ REJETÉS**
(à l'exception de 2).

AMENDEMENT 73 PRÉSENTÉ PAR LE GROUPE DES ÉLUS COMMUNISTES ET PARTENAIRES ET DÉFENDU PAR AMAURY COUDERC.

Monsieur le Président, mes chers collègues

Au mois de février, lors du débat budgétaire, le groupe Communiste et Partenaires a déposé un amendement

voté par tous les groupes, à l'exception du Front National, vous mandatant pour obtenir de l'Etat le maintien en Ile de France et les moyens financiers nécessaires au développement du

LURE et sa modernisation avec le projet SOLEIL.

Vous avez affirmé à cette époque "je sais que le projet SOLEIL ne sera pas délocalisé", vous étiez très sûr de ...!

CONSEIL RÉGIONAL ILE DE FRANCE INFO RÉGION

LETTRE DU CONSEILLER RÉGIONAL

Amaury COUDERC partenaire du Groupe "Communiste et Partenaire" à la Région Ile de France. Membre de la Commission "Environnement", suppléant à l'"Aménagement du Territoire"

Le rapport présenté par la majorité RPR-UDF a été adopté par 90 voix :
POUR 90 : 49 RPR sur 50, 35 UDF sur 37, 2 socialistes sur 30, 1 GE sur 23, 3 non inscrits sur 4.
CONTRE 43 : 20 socialistes sur 30, 6 Verts sur 11, 17 communistes et partenaires sur 17.
ABSENTION 27 : 22 GE sur 23, 5 Verts sur 11.
NPPV 1 : 1 non inscrit sur 4.
ABSENTS 48 : 1 RPR, 2 UDF, 37 FN sur 37, 8 PS.

Le groupe communistes et partenaires a donc émis un vote hostile à ce rapport parce que l'on ne peut faire un constat de la situation catastrophique de l'emploi et du développement économique et rester muet sur les causes réelles de cette situation qui sont aussi à chercher dans la politique nationale et européenne du gouvernement.

Les franciliens attendent de nous des engagements et des actes qui traduisent une volonté politique de s'attaquer réellement à la situation catastrophique à laquelle ils sont confrontés.

C'était le sens des amendements présentés par le groupe des élus communistes et partenaires.

Ils ont tous été rejetés (à l'exception de deux d'entre eux) par la majorité RPR-UDF.

Mon arrivée récente au Conseil Régional et vu le temps qui m'était imparti pour traiter les dossiers, ne m'a pas permis de prendre en compte les nombreux amendements qui ne me sont parvenus que beaucoup trop tard pour les traiter dans de bonnes conditions :

- sur les postes de documentation en collèges.
- sur les postes de surveillants en lycées et collèges à la demande de la FSU.
- IBM, mairie de Vigneux, hôpitaux, SERNAM, SFR, SNECMA, emplois CEA.

Ces derniers feront de ma part l'objet d'interventions écrites au président du Conseil Régional.

* Les camarades qui désireraient avoir l'avant projet du "Contrat de Plan SNCF pour la période 1996-2000" peuvent me le demander (A. Couderc 64.91.32.75).

vous en affirmant qu'il resterait en Ile de France.

A ce jour pourtant, le flou entoure encore le maintien de ce projet dans notre Région et la réponse que vous avez faite le 12 octobre 1995 à notre collègue Aline Marty ne va pas dans le sens de rassurer les intéressés. Après lui avoir rappelé le montant de l'enveloppe budgétaire de 600 millions et précisé qu'il s'agit d'un projet d'Etat, vous lui avez également confirmé qu'un certain nombre de Régions pouvaient exprimer le souhait de voir le projet SOLEIL s'implanter chez eux et que l'Etat seul détenait les commandes, dans la mesure où il détenait la clef financière.

Connaissant l'intérêt que porte un certain nombre de régions à ce projet, je ne citerai pour exemple que la région Nord-Pas-de-Calais.

Toujours à l'occasion du débat du 12 octobre notre collègue Aline Marty s'est fait chahuter par une partie de notre assemblée qui trouvait excessive l'énumération des efforts faits par la région Nord-Pas-de-Calais pour préparer et organiser l'arrivée du projet SOLEIL.

[Murmures dans l'assemblée...]

Rassurez-vous, je n'énumérerai donc pas le détail de ce document de 126 pages accompagnant la mise en place d'un comité d'accueil au projet SOLEIL

dans le Nord-Pas-de-Calais.

Si je rappelle ce fait, ce n'est pas bien sûr par volonté de polémique, mais simplement pour montrer l'importance des efforts faits par d'autres régions et l'urgence qu'il y aurait à inscrire notre région dans cet état d'esprit en face de ce projet et pas seulement souligner comme vous venez de le faire dans l'amendement de l'exécutif en réponse aux amendements 61, 62, 63, 66, 74, 75, 77 et 799 déposés par le groupe communistes et partenaires, "l'intérêt du maintien du projet SOLEIL".

Je vous demande de bien mesurer qu'il est du plus grand intérêt que ce laboratoire reste à Orsay, le déplacement de SOLEIL vers une autre région impliquerait la disparition de 380 emplois (chercheurs, I.T.A., thésards) de 160 PME-PMI et de plusieurs laboratoires.

Monsieur le Président, je vous donnerai acte que vous avez également exprimé en ce qui vous concerne une position claire sur ce projet, puisque vous affirmiez ce jour là l'incohérence qu'il y aurait à détruire un pôle de recherche comme celui d'Orsay/Saclay ou comme l'ensemble des structures de recherche de la région Ile de France, sauf à nuire à la recherche nationale.

Monsieur le Président, cela ne doit donc vous poser aucun problème pour introduire cet amendement...

Pour terminer, et afin de rassurer les chercheurs de la faculté d'Orsay, je voudrais profiter de cette intervention pour très rapidement vous demander : **Où en sommes nous ?**

Où en est la région pour l'installation du projet SOLEIL à Saclay si tant est que la situation ait évolué depuis le 12 octobre ?

Où en est-on au Conseil Régional à propos de la situation du LURE ?

LURE : Laboratoire d'Utilisation des Rayonnements Electromagnétiques.

SOLEIL : Source Optimisée de Lumière Intermédiaire du LURE.

Amendement 73

Le Conseil Régional mandate son président pour obtenir de l'Etat le maintien définitif sur le plateau de Saclay et les moyens financiers nécessaires au développement du projet SOLEIL et des laboratoires LURE et SATURNE.

A. Couderc a demandé un vote public.
Ont voté pour 39 : 17 PC et partenaires sur 17, 20 PS sur 30, 1 non inscrit, 1 GE sur 23.
Contre 109
Absentions 4

RAPPORTS DE LA COMMISSION ENVIRONNEMENT DU 23 NOVEMBRE

Environnement chapitre 915.0

Dépollution des eaux usées domestiques et des eaux pluviales.

Ces actions ont pour objet :

- d'améliorer la collecte des effluents par la création et la restauration de réseaux d'assainissement du niveau communal, intercommunal et départemental.

- de développer la gestion rationnelle des réseaux,

- d'améliorer les rendements des stations d'épuration pour un montant de subvention de 75 200 000 f

- ainsi que des études préopérationnelles de faisabilité et de programmation pour un montant de 168 000 f.

J'ai voté POUR l'adoption de ce rapport.

Lutte contre la pollution atmosphérique et le bruit chapitre 915

Rapport ayant pour objet de proposer l'individualisation d'une autorisation de programme de 1,8 MF à la RATP, destiné à participer au financement du surcoût lié à l'application anticipée des nouvelles normes européennes pour l'utilisation d'un gazole à basse teneur en soufre.

J'ai voté POUR l'adoption de ce rapport.

Environnement, mise en valeur et protection des paysages

1) Action pour l'enfouissement des réseaux électriques.

Convention pour l'adoption d'une clé de répartition des financements, le Conseil Régional intervenant à hauteur de 20% du coût des travaux.

Communes de moins de 2000 habitants : 20%

Communes de 2000 à 5000 habitants : 30%

Communes de plus de 5000 habitants : 40%

La répartition au niveau des départements n'aboutissant pas à une harmonisation de la participation des communes : je me suis abstenu.

2) Comité pour l'amélioration de l'environnement et des sites.

Ai demandé que les dossiers soient envoyés aux associations d'environnement dans le département concerné.

Dossier 469 sur la gestion des déchets

Valorisation, tri sélectif (le plus près possible du point d'émission).

J'ai voté POUR.

Dossier 472 : infrastructure terrestre

Couverture A86 RN19

Réserve sur les problèmes de ventilation. J'ai voté POUR.

Contrats verts, dossier 462

36 CES, 12 CDI, 16 CDD

Le nombre d'emplois précaires développés dans ces contrats étant encore trop important par rapport aux emplois durables, j'ai voté CONTRE.